

[Text]

er of the Soviet Union, both her naval forces and her merchant marine, presents a growing and calculated threat.

The European Parliament pointed out that freedom of movement by sea is vital to the economies of both the EEC countries and the Third World countries with which they maintain relations and whose economic development depends on their ability to export.

The Parliament noted with the greatest concern the continued armed conflict between Iraq and Iran which, if prolonged and extended in the Persian Gulf area, could directly threaten the security of Europe's oil supplies. It called on the member states with naval forces to co-ordinate their patrols outside the zone covered by the North Atlantic Treaty and to strengthen their naval forces; and to do so within the framework of European political co-operation. It pointed out that one of the European Community's main concerns is to promote the economic development of the Third World which would be seriously and permanently jeopardized if interruption of deliveries were to lead to a scarcity of oil and a succession of price increases.

The Parliament went on to call on the to report annually to the on the security of the Community's raw materials supply routes, and it instructed its President to forward this resolution to the Foreign Ministers of the member states meeting in political co-operation and to the Council and Commission of the European Community.

It is not only the movement of supplies by sea which must concern us, but also continued access to the sources of raw materials, whether in vast bulk, such as oil, or in the relatively modest quantities of certain metals and other raw materials. It is crucial that we keep in mind that access to the subterranean wealth of the Middle East-Persian Gulf region and the southern African region is imperative to the very survival of the free world.

It is evident from Soviet writings of Soviet Major-General A.N. Lagovsky in *Strategy and Economics* that the Soviet Union has noted the dependence of the United States, Canada and the countries of Western Europe on foreign sources and argues for a Soviet effort to control such strategic materials as a means of exerting influence on the health of the economies of the United States and her allies. It has become evident that the Soviet Union has been fighting and winning the resource conflict for some time and that counteraction is needed. The security of the Western Alliance is dependent on mineral resources which are under foreign control, particularly in the countries of the Middle East and southern Africa.

Almost all the oil consumed by the European Economic Community, which was 1,470 million metric tonnes in 1978—

[Traduction]

que du Cancer; or, c'est dans ces régions que l'augmentation de la puissance navale de l'Union soviétique, due à l'accroissement de ses marines de guerre et marchande, constitue une menace croissante et calculée.

Le Parlement européen a fait observer que la liberté de mouvement sur les mers est d'une importance vitale pour les économies des pays de la CEE et celles de pays du tiers-monde avec lesquels la CEE entretient des relations et dont le développement économique est lié à l'exportation.

Le Parlement a exprimé de très graves inquiétudes au sujet du conflit armé qui oppose l'Iraq et l'Iran et qui, s'il se prolonge et s'étend aux autres régions du Golfe Persique, pourrait menacer directement la sécurité de l'approvisionnement en pétrole de l'Europe. Il demande aux pays possédant une marine de guerre de coordonner leur patrouilles à l'extérieur de la zone couverte par le Traité de l'Atlantique-Nord et de renforcer leur marine de guerre, et ce dans le cadre de la collaboration politique européenne. Il a signalé qu'un des principaux soucis de la Communauté européenne était de promouvoir le développement économique du tiers-monde, mission qui serait menacée gravement et en permanence si l'interruption des livraisons amenait une pénurie de pétrole et des augmentations de prix successives.

Le Parlement a ensuite demandé au Président en poste du Conseil des Ministres de présenter un rapport annuel au Comité des affaires politiques sur la sécurité des voies d'approvisionnement en matières premières de la Communauté, et il a chargé son Président de faire parvenir cette résolution aux ministres des Affaires étrangères des pays membres en réunion de collaboration politique, au Conseil et à la Commission de la Communauté européenne.

Nous ne devons pas nous préoccuper uniquement de l'approvisionnement par mer, mais aussi de l'accès permanent aux sources de matières premières, que nous en ayons besoin en vastes quantités, comme du pétrole, ou en quantités relativement modestes, comme de certains métaux ou d'autres matières premières. Il nous faut nous rappeler à tout prix que les richesses souterraines du Moyen-Orient et du Golfe Persique et celles de l'Afrique du Sud sont indissociables de la survie même du monde libre.

Il ressort manifestement des écrits du major-général soviétique A.N. Lagovsky, notamment de l'ouvrage intitulé *Strategy and Economics*, que l'Union soviétique s'est rendu compte que les États-Unis, le Canada et les pays de l'Europe de l'Ouest dépendent de ressources étrangères, et il préconise que l'U.R.S.S. s'efforce de prendre le contrôle de ces matières premières d'importance stratégique afin de pouvoir influencer sur l'économie des États-Unis et de leurs alliés. Il est devenu évident que l'Union soviétique a engagé la lutte pour les richesses naturelles et qu'elle est en train de la remporter depuis un certain temps, et qu'il nous faut prendre des mesures pour contrecarrer ses projets. La sécurité de l'alliance occidentale dépend de richesses minérales qui sont sous le contrôle de pays étrangers, plus particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique du Sud.

Presque tout le pétrole consommé par la Communauté économique européenne, soit 1 470 millions de tonnes métri-